

DCG - Economie contemporaine (UE 5)
SUJET 0 - ELEMENTS INDICATIFS DE CORRIGE

PARTIE 1 : ANALYSE ECONOMIQUE A PARTIR D'UN DOSSIER DOCUMENTAIRE

1 - Analyser l'activité économique en Allemagne en prenant en compte la contribution des grandes variables macroéconomiques.

Compétence 1.2 : Analyser la contribution des grandes variables de l'équilibre ressources-emplois à l'activité économique

Savoirs associés :

- l'interdépendance entre les opérations économiques et l'équilibre ressources-emplois
- les contributions à l'activité économique : consommation, investissement, commerce extérieur

Cette analyse de la contribution des grandes variables de l'équilibre ressources-emplois à l'activité économique sera faite en soulignant les interactions entre consommation, investissement et commerce extérieur, et en analysant leurs contributions respectives à l'activité économique mesurée par la production.

Le tableau de l'annexe 2 permet de **repérer la contribution des variables de l'équilibre emplois-ressources à l'activité économique en Allemagne :**

Le PIB aux prix de marché s'élève à 3046 milliards d'euros en valeur en 2015.

- La **demande intérieure** totale contribue positivement à hauteur de 2803 milliards d'euros : elle se répartit entre la consommation privée (qui représente un peu plus de la moitié du PIB), la consommation publique, l'investissement ou FBCF (environ 20 % du PIB), et la variation des stocks.
- les **échanges extérieurs** contribuent positivement au PIB avec des exportations nettes (exportations diminuées des importations de B&S) qui s'élèvent à 243 milliards d'euros. L'excédent du solde des transactions courantes s'est élevé à 8.3 % du PIB en 2016.

La contribution des échanges extérieurs à la production est donc particulièrement forte (croissance tirée par les exportations). Cela repose sur des choix de modération salariale qui datent des années 2000 (agenda 2010) et qui ont permis de soutenir la compétitivité des produits allemands... au dépens d'une **consommation** relativement faible (l'annexe 1 la qualifie de "déprimée et à un niveau inférieur à celui des Etats-Unis ou du Royaume-Uni").

Les **exportations** sont actuellement menacées par les incertitudes qui entourent les échanges internationaux (guerre commerciale entre les USA et la Chine notamment), le ralentissement de la demande mondiale ainsi que par les accusations proférées par certaines institutions (européennes, américaines) contre le niveau jugé excessif de l'excédent allemand (cela se traduit par des pourcentages de variation en volume négatif des exportations nettes en 2016 et de 2018 à 2020). La **consommation** privée et la consommation publique devraient à l'inverse augmenter compte tenu de la progression des salaires lié à un marché du travail tendu (annexe 5) et à une politique de relance budgétaire visant à soutenir le revenu disponible des ménages. Selon l'annexe 2, la demande intérieure totale (consommation mais aussi investissement) devrait augmenter plus fortement que le PIB en 2019 et 2020. **La croissance du PIB** devrait par ailleurs ralentir par rapport au chiffre élevé de 2017 (+2.5 % de croissance économique) [cela a été effectivement le cas : selon les premiers chiffres de l'office fédéral de la statistique publiés en janvier 2019, la croissance économique a atteint 1.5 % en 2018].

Remarque : toute comparaison pertinente avec la situation française sera valorisée. Cela sera le cas tout au long de l'étude documentaire.

2 - Justifier l'usage de l'indicateur du vivre mieux pour rendre compte de la situation économique de l'Allemagne

Compétence 1.4 : Justifier l'usage d'indicateurs alternatifs au regard des limites du PIB

Savoirs associés :

- Rôle et limites du PIB
- Externalités positives et négatives
- Indicateurs alternatifs : IDH et autres indicateurs de développement, intérêts et limites

Justifier l'usage pour l'Allemagne de l'indicateur du vivre mieux proposé par l'OCDE suppose de commencer par énoncer les limites du PIB pour ensuite montrer l'intérêt de cet indicateur alternatif.

Ainsi, le PIB est un indicateur purement quantitatif des richesses créées, distribuées et employées dans un pays. En particulier **le PIB ne permet pas** de prendre en compte l'épuisement des ressources liées à des activités à externalités négatives et il sous-estime les activités non marchandes à l'origine d'externalités positives.

En Allemagne, le PIB est élevé (3263 milliards d'euros courants en 2017), c'est le plus élevé de l'UE, conférant à l'Allemagne la première place en matière de puissance économique européenne (et la 4ème au niveau mondial, derrière les Etats-Unis, la Chine et le Japon).

L'**indicateur du vivre mieux de l'OCDE** permet de nuancer cette approche quantitative par **une vision plus qualitative de la situation économique de l'Allemagne**, en visualisant sur un même graphique sa position sur 11 indicateurs par rapport à la moyenne des 38 pays de l'OCDE. L'analyse de ces indicateurs permet une approche multidimensionnelle de la croissance économique.

Si l'Allemagne se situe au dessus de la moyenne pour la plupart de ces indicateurs (et notamment la sécurité des personnes, le bien-être subjectif, l'équilibre vie professionnelle-vie privée, l'éducation et compétence) elle souffre cependant de quelques **fragilités** avec plusieurs indicateurs au niveau seulement de la moyenne de l'OCDE :

- l'**indicateur "revenu et patrimoine"** et l'indicateur "emploi et salaires", ce dernier étant à peine au dessus de la moyenne des pays de l'OCDE : cela traduit bien les choix faits en faveur de la compétitivité et de la modération salariale,
- l'**indicateur "conditions de logement"** : cela traduit le sous-investissement du pays dans les infrastructures de logement
- l'**indicateur "état de santé"** (espérance de vie plus faible en Allemagne qu'en France notamment) : cela peut s'expliquer par des politiques publiques en matière de santé insuffisantes
- l'**indicateur "engagement civique et gouvernance"** (participation électorale relativement faible)

3 - Analyser la situation budgétaire des administrations publiques allemandes et ses enjeux en matière de politiques économiques

Compétences 4.1 et 4.2 : Analyser l'évolution des finances publiques d'un pays et ses enjeux, distinguer les différents types de politiques économiques, identifier les caractéristiques des politiques d'offre et de demande

Savoirs associés :

- Budget de l'Etat : niveau et structure des dépenses publiques, niveau et structure des prélèvements obligatoires
- Déficit public et dette publique
- Objectifs de la politique économique
- Typologies de politiques économiques : politiques conjoncturelles/structurelles, politiques d'offre/de demande
- Politique de demande : instruments de relance budgétaire, effets et limites (Keynes, Friedman, Laffer)
- Politique d'offre : instruments, effets et limites (théories de la croissance endogène)

Cette analyse est l'occasion de mettre en lumière les grandes tendances de l'évolution du rôle de l'Etat au fil du développement économique. Il s'agira donc de s'inscrire dans une perspective dynamique : partir du constat de la situation des finances publiques de 2016 à 2020 (tableau de l'annexe 2), en expliquer les causes (choix de la modération budgétaire depuis le début des années 2000) et en montrer les conséquences (choix d'utiliser ou pas le solde budgétaire excédentaire).

En 2016 et 2017, le solde financier des administrations publiques s'élève respectivement à 0.9 % et 1 % du PIB : l'Allemagne enregistre donc **un excédent budgétaire**. En 2018, cet excédent budgétaire s'est élevé à 10 milliards d'euros. La dette brute des administrations publiques au sens de Maastricht s'élève à 63.8 % du PIB en 2017, dans une trajectoire baissière (56.1 % du PIB prévu en 2020). Le ratio européen du Pacte de stabilité et de croissance en matière de dette publique sera respecté à compter de 2019 selon les prévisions de l'OCDE.

Cette situation des finances publiques s'explique par le choix par l'Allemagne de l'austérité pour revenir à un budget équilibré et soutenir le modèle économique allemand basé sur la modération salariale (y compris des traitements des fonctionnaires).

Pour les années à venir, l'excédent budgétaire ainsi dégagé devrait permettre au pays de s'engager dans différentes politiques selon le résumé des projections économiques de l'OCDE (novembre 2018).

Une politique conjoncturelle de relance budgétaire est ainsi évoquée via l'allègements d'impôt en faveur des bas salaires et des seconds apporteurs de revenu. Cette **politique de demande** est soutenue par les économistes **keynésiens**, le soutien de la demande effective qui en résultera devrait avoir des répercussions positives en terme d'emploi, d'investissement et de croissance économique.

Par ailleurs, des mesures s'apparentant à une **politique structurelle de soutien à l'offre** des entreprises sont évoquées : ainsi l'OCDE incite le gouvernement allemand à augmenter les dépenses consacrées à l'éducation, aux réseaux à très haut débit, à des infrastructures de transport plus propres (investissements publics dans les transports ferroviaires et routiers). Le gouvernement allemand de son côté a proposé un projet de loi visant à faciliter l'intégration des réfugiés pour faire face au manque de personnel qualifié (annexe 3). Enfin, face aux réformes fiscales engagées par les Etats-Unis et la France, un débat sur la baisse des impôts a également été lancé en janvier 2019. Ces mesures s'inscrivent dans une perspective libérale et visent à développer le potentiel productif en favorisant les facteurs de croissance endogène (dépenses d'infrastructure et de formation notamment).

4 - Analyser les effets attendus des mesures de politique environnementale allemande sur les comportements des acteurs

Compétence 5.4 : Analyser les effets attendus des mesures de politique environnementale sur le comportement des acteurs

Savoirs associés :

- l'environnement, illustration de défaillances de marché (Coase, Pigou, Hardin, Olstrom)
- la transition énergétique
- les instruments des politiques environnementales : fiscalité, droits à polluer, réglementation
- Apparition de logiques économiques différentes : économie circulaire, économie des fonctionnalités

Il s'agit de s'interroger sur la perception de l'environnement, de repérer sa place dans le processus de décision puis d'analyser les effets attendus de mesures de politiques environnementales (objectifs et manière dont ces mesures sont censées orienter le comportement des acteurs).

La question environnementale repose sur la notion **d'externalité**, qui permet d'intégrer la question environnementale dans les problématiques économiques. L'intervention de l'État s'avère indispensable pour corriger cette défaillance du marché... même si les économistes divergent sur les modalités de son action (réglementation étatique pour Pigou, instauration de droits de propriété pour Coase et Hardin, gestion par les communautés locales pour Olstrom).

La politique climatique de l'Allemagne s'inscrit dans les engagements européens (paquet 2020 repris par la stratégie Europe 2020¹, cadre pour le climat et l'énergie à l'horizon 2030²). Ces engagements ont été réaffirmés lors des conférences des Nations Unies sur le climat, notamment lors de la conférence de Paris, fin 2015.

L'annexe 2 (encadré 1) décrit **les principales mesures programmées par le gouvernement allemand** pour répondre à cet objectif, qui relèvent pour l'essentiel de l'approche de Pigou :

- faire baisser la production d'énergie au charbon en finançant les changements structurels dans les régions concernées.
- mettre en œuvre une politique de transports à faibles émissions, en augmentant la prime à l'achat pour les véhicules utilitaires légers et les taxis, en développant les infrastructures de recharge pour les voitures électriques, en expérimentant la conduite automatisée, en adaptant la réglementation des transports aux nouveaux services de mobilité partagée.

Un alourdissement des taxes environnementales est également évoqué.

Plusieurs **acteurs** (producteurs, consommateurs notamment) seront impactés par ces mesures.

La mesure en faveur de la moindre utilisation du charbon vise à **inciter les producteurs à s'orienter vers des énergies renouvelables**, en facilitant la transition vers ces nouveaux modes de production (l'objectif de l'UE à l'horizon 2030 est de porter la part des énergies renouvelables à au moins 27 %).

Les mesures en faveur de transport plus propres visent à **inciter les consommateurs à opter pour la voiture électrique et autonome ou à préférer à la détention d'une voiture l'utilisation de nouveaux services de mobilité partagée** : covoiturage, autopartage, vélos en libre service... Cela va dans le sens

¹ Réduire les émissions de gaz à effet de serre de 20 % par rapport à 1990, porter à 20 % la part des énergies renouvelables dans la consommation d'énergie de l'UE, améliorer l'efficacité énergétique de 20 %

² Réduire les émissions de gaz à effet de serre de 40 % par rapport à 1990, porter à 27 % la part des énergies renouvelables dans la consommation d'énergie de l'UE, améliorer l'efficacité énergétique de 27 %

de l'apparition de logiques économiques différentes telles que **l'économie circulaire** : celle-ci nécessite notamment de privilégier l'usage à la possession par exemple d'une voiture (économie de la fonctionnalité qui repose sur la vente d'un service de transport plutôt que d'un bien, la voiture).

Enfin l'alourdissement des **taxes environnementales** vise un **effet dissuasif**, incitant producteurs et consommateurs à s'orienter vers des productions et consommations plus propres.

5 - Caractériser la situation du marché du travail en Allemagne ainsi que l'action des pouvoirs publics sur ce marché

Compétences 6.1 et 6.2 : Caractériser la situation du marché du travail à l'aide d'indicateurs variés, caractériser l'action des pouvoirs publics pour accompagner les transformations du marché du travail

Savoirs associés :

- chômage, halo du chômage, sous-emploi
- Taux de chômage, taux d'activité, taux d'emploi
- politiques de l'emploi : mesures actives et passives
- politiques pour l'emploi : impacts attendus du soutien à l'activité sur l'emploi

Différents indicateurs sont fournis par le dossier documentaire (indicateur du vivre mieux de l'OCDE, édition 2017, % de travailleurs pauvres fournis par Eurostat et l'Observatoire des inégalités) :

- le **taux de chômage** est faible : 3.8 % en 2017, 3.4 % prévu en 2018 et cette tendance à la baisse devrait se poursuivre (2.7 % prévu en 2020).
- le **taux de chômage de longue durée** (un an ou plus) s'élève à 1.7 %
- le **taux d'emploi** est proche de 75 %
- le **revenu moyen d'activité** s'élève à 46 389 US\$
- **l'insécurité sur le marché du travail** est relativement faible, l'Allemagne se situant en 4e position sur les 38 pays de l'OCDE avec une baisse de revenus attendue lors d'une perte d'emploi de 2 % seulement.
- **La part des travailleurs pauvres** parmi les travailleurs allemands est passée de 5.5 % en 2005 à 9.5 % en 2015 (+ 4 points). La situation allemande est proche de la moyenne européenne en 2015 alors qu'elle se situait plus de 2.5 points en dessous de cette moyenne en 2005.

Le marché du travail en Allemagne est marqué par **un chômage faible et un taux d'emploi élevé**, liés notamment à la politique de modération salariale des années 1990 et 2000 et à la réforme du marché du travail qui a réduit les allocations chômage et incité à une recherche active d'un emploi pour pouvoir en bénéficier. La politique d'austérité salariale explique qu'en matière de revenu moyen, l'Allemagne n'arrive qu'à la 13e place sur les 38 pays de l'OCDE. Par ailleurs, le taux de chômage de longue durée est relativement élevé également (15ème place pour le pays, près de la moitié des chômeurs sont au chômage depuis un an ou plus). La forte augmentation du taux de travailleurs pauvres montre que la **précarité** augmente plus vite en Allemagne qu'en France par exemple³.

Les pressions sont actuellement fortes pour que les salaires repartent à la hausse : le premier graphique de l'annexe 5 montre un marché du travail qui se tend : le taux de chômage a baissé de près de 4 points entre 2010 et 2018 tandis que le taux d'emplois vacants a progressé de plus d'un point sur la même période. Effectivement, alors que les créations d'emplois sont élevées, les entreprises constatent un manque de personnel qualifié et une augmentation du nombre d'emplois non pourvus (1.24 million d'emplois non pourvus en novembre 2018). Cette augmentation de la

³ ce qui se traduit en Allemagne par une augmentation forte des minijobs, contrats à temps partiel - maximum de 50 h par mois - ne pouvant être rémunérés au delà de 450 euros mensuels, le salarié ne payant pas de cotisations sociales : sur 7.6 millions de minijobs recensés début 2018, 2.8 millions se cumulent à une activité principale.

demande de travail par rapport à l'offre se traduit par une augmentation des salaires comme l'illustre le deuxième graphique de l'annexe 5 : en juin 2018 le salaire nominal moyen par salarié a ainsi progressé de plus de 3 % par rapport au mois de juin de l'année précédente, bien au delà du niveau de l'inflation (2 %).

Face à ces différents constats, les pouvoirs publics ont pris **des mesures budgétaires** visant à augmenter le revenu disponible des ménages (allègements d'impôt en faveur des bas salaires et des seconds apporteurs de revenu) et à accroître les dépenses liées à l'éducation. Par ailleurs, un projet de loi sur l'immigration a été présenté pour faire face à la pénurie de main-d'œuvre (faciliter l'arrivée de travailleurs venant de pays hors UE et leur intégration).

PARTIE 2 : QUESTION PROBLEMATISEE

Traiter la question suivante dans une argumentation structurée s'appuyant sur le contexte et vos connaissances,

La compétitivité de l'Allemagne passe-t-elle nécessairement par la maîtrise des prix ?

La réponse à cette question se fera de manière structurée : introduction, développement, conclusion.

- **L'introduction**

Elle se compose de trois éléments :

- **une explication de l'intérêt du sujet** : le candidat expliquera tout d'abord l'intérêt du sujet en faisant **le lien avec le dossier documentaire** (la question problématisée est induite par le dossier documentaire), puis en s'interrogeant sur l'intérêt de la question posée en lien avec **les enjeux actuels**

Ici, le modèle de croissance allemand est clairement lié à la recherche d'une augmentation puis du maintien de sa compétitivité à compter des années 1990. L'Allemagne a ainsi réussi depuis une vingtaine d'années à combiner compétitivité prix (modération salariale et budgétaire) et hors prix (profits réinvestis dans l'innovation, produits haut de gamme). Cependant les faiblesses structurelles du pays (manque de personnel qualifié, augmentation rapide du nombre de travailleurs pauvres, faiblesse des infrastructures, niveau relativement élevé des prélèvements obligatoires) et ses conséquences (augmentation des salaires) pourraient venir remettre en cause ce modèle, et en particulier la compétitivité prix des biens et services allemands.

Les tensions protectionnistes actuelles soulignent l'actualité de cette question (guerre commerciale entre la Chine et les USA, multiplication des mesures antidumping) et amènent à en interroger la pertinence.

- **une explicitation de l'ensemble des termes du sujet mettant l'accent sur les différentes dimensions à prendre en compte**

la compétitivité d'un pays peut être définie comme son aptitude à affronter des situations de concurrence dans le but de conserver ou augmenter ses parts de marché. Elle prend classiquement deux formes : une compétitivité prix (proposer des produits à un prix inférieur à celui des concurrents) et une compétitivité hors prix (proposer des produits performants en terme de qualité, d'innovation...).

- une annonce des arguments qui seront développés ensuite autour de 2 ou 3 parties.

Proposition 1 : si la maîtrise des prix est une condition nécessaire à la compétitivité des entreprises allemandes (première partie), seule la compétitivité hors-prix sera garante d'une croissance économique sur le long terme (deuxième partie)

Proposition 2 : La compétitivité de l'Allemagne s'est longtemps définie dans le cadre traditionnel de la division internationale du travail (première partie). La montée en puissance de la mondialisation actuelle remet en cause cette vision habituelle de la compétitivité.

• **L'argumentation**

Un plan structuré et apparent sous forme de titres en 2 (ou 3) parties et 2 (ou 3) sous-parties est attendu. Ce plan doit être pertinent par rapport à la problématique et équilibré. Les candidats soigneront la forme et notamment les transitions entre les parties.

Chaque sous-partie sera construite autour d'un ou deux arguments clairement énoncé(s), expliqué(s) (notions, mécanismes et/ou théories) et illustré(s) (actualité et/ou faits historiques). Le vocabulaire est précis. L'argumentation est fluide et démonstrative.

Les compétences pouvant être mobilisées

- Thème 1 : Différencier les formes et les motifs de l'investissement
- Thème 2 : Identifier le rôle des prix dans le comportement des agents et l'allocation des ressources
- Thème 4 : Distinguer les différents types de politiques économiques, identifier les caractéristiques des politiques d'offre et de demande
- Thème 5 : Mettre en évidence le rôle du progrès technique dans la croissance, expliquer les enjeux des politiques d'attractivité vis-à-vis de la croissance économique, expliquer le rôle des firmes multinationales et de la division internationale des processus de production dans la dynamique des échanges, justifier la défense du libre-échange et les motivations protectionnistes, Analyser les effets attendus des mesures de politique environnementale sur le comportement des acteurs
- Thème 6 : Comparer les effets attendus des différentes mesures des politiques de l'emploi et des politiques pour l'emploi, Analyser les enjeux de la flexibilité sur le marché du travail dans ses différentes formes, Caractériser l'action des pouvoirs publics pour accompagner les transformations du marché du travail

Les arguments possibles

- ✓ Les arguments favorables à la compétitivité prix allemande

Mécanismes :

- liens entre maîtrise des coûts et donc des prix, parts de marché et solde commercial
- liens entre progrès technique, gains de productivité et baisse des prix
- liens entre mondialisation et baisse des prix, rôle de l'OMC, rôle des firmes multinationales via la division internationale des processus de production,
- Rôle de l'Etat via différentes politiques (déréglementation du marché des biens et services, du marché du travail, politique de désinflation compétitive, politique fiscale, politiques d'attractivité basées sur le dumping fiscal, social, monétaire ou environnemental...)

Théories :

- Théories du libre échange et baisse des prix
- Théorie des marchés contestables (Baumol)

Faits

Le sujet porte sur l'Allemagne et des illustrations pourront être tirées du dossier documentaire. Il est attendu des comparaisons avec les choix effectués par d'autres pays et notamment la France.

- le modèle allemand (dossier documentaire)
- comparaison avec le modèle chinois, opposition avec les insuffisances du commerce extérieur français
- les exemples de dumping en Europe (dumping fiscal en Irlande, dumping social dans les pays d'Europe de l'Est...)
- les mesures de politique industrielle française favorables à la compétitivité prix (CICE, baisse de l'IS...)

✓ Transition : les limites de la compétitivité prix en Allemagne (cf. annexes)

- en interne : conséquences de la modération salariale et d'un budget public équilibré (impact sur le pouvoir d'achat et la consommation, dispersion des salaires et creusement des inégalités, tensions sur le marché du travail)
- en externe : conséquences négatives des tensions protectionnistes et du ralentissement de la croissance du commerce international sur les exportations allemandes

✓ Les arguments favorables à la compétitivité hors-prix en Allemagne

Mécanismes

- innovation, progrès technique et croissance
- Rôle de l'Etat : politique d'offre, politique d'attractivité et de compétitivité basée sur l'innovation et le capital humain, la compétitivité, la politique environnementale
- rôle de l'UE: politiques structurelles

Théories

- rôle du progrès technique (Schumpeter, Aghion)
- Théorie de la croissance endogène (Romer)
- Nouvelles théories du commerce international
- Théories du protectionnisme (List, Kaldor, Krugman, Amin)

Faits

- les nouvelles orientations de l'Allemagne (dossier documentaire), vers une croissance plus verte et plus inclusive
- comparaison par exemple avec la politique industrielle française (pôles de compétitivité, BPI, investissements publics)

• **La conclusion**

Elle fait la synthèse des arguments permettant de répondre clairement à la problématique. Il n'est pas attendu d'ouverture du sujet.